



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat  
général**

## **BANQUES POPULAIRES (Direction du Trésor, 1916-1964)**

### **Répertoire méthodique détaillé**

établi par Françoise Pareja

1ère édition électronique

Savigny-le-Temple

2021

Cet instrument de recherche a été rédigé avec un logiciel de traitement de texte.  
Il est en français.  
Conforme à la norme ISAD(G) et aux règles d'application de la DTD EAD  
(version 2002).

## Sommaire

Banques populaires.....	<a href="#">6</a>
Organisation et fonctionnement.....	<a href="#">6</a>
Aide au commerce, à l'artisanat et à l'agriculture.....	<a href="#">7</a>
Crédit national hôtelier (devenu Caisse centrale de crédit hôtelier, commercial et industriel en 1938).....	<a href="#">7</a>
Crédit agricole.....	<a href="#">8</a>

**Référence**

B-0000884/1 - B-0000908/1

**Niveau de description**

Dossier

**Intitulé**

Banques populaires.

**Dates extrêmes**

1916-1964

**Noms des principaux producteurs**

Direction du Trésor.

**Importance matérielle**

25 boîtes, soit 2,74 mètres linéaires.

**Langue des documents**

Français

**Institution responsable de l'accès intellectuel**

Service des archives économiques et financières

**Localisation physique**

Savigny-le-Temple (77)

**Conditions d'accès**

Communicabilité selon les articles L.213-1 à L.213-6 du Code du patrimoine.

**Conditions d'utilisation**

La reproduction de ces documents est soumise au règlement intérieur de la salle de lecture du Service des archives économiques et financières.

**Modalités d'entrée**

Versement PH 005/74 du 8 février 1974.

**Historique du producteur**

La loi du 30 août 1940 transforme la direction du mouvement général des fonds en direction du Trésor qu'elle limite à la gestion interne, les relations financières internationales étant réservées à une direction des finances extérieures nouvellement créée. Mais la mise en œuvre du plan Marshall donne à la direction du trésor un positionnement majeur (décret du 30 juillet 1948). Tout en gardant la compétence relative au mouvement général des fonds, elle étend ses missions à la conversion de l'administration des finances à l'économie : désormais, elle coordonne le financement des investissements publics, par l'intermédiaire successivement de la commission des investissements (décret du 10 juin 1948), du Fonds de développement économique et social (FDES) (décret du 30 juin 1955) et du comité des investissements à caractère économique et social (décret du 27 novembre 1996). À la suite des nationalisations de l'après-guerre, elle se voit également attribuer un rôle dans le contrôle des entreprises publiques et dans la mise en place de l'État actionnaire. Sa tutelle sur les entreprises nationalisées, d'abord purement financière, devient progressivement technique, étayée par une

fonction de "transformateur d'épargne" en investissements à long terme. De toutes ces missions, il résulte une large implication de sa part dans la transformation de la structure industrielle de la France. En 1948, la direction du trésor reprend le bureau de statistiques et d'études financières, et le transforme en 1953 en service des études économiques et financières. Cet outil d'analyse et de prévision économiques est érigé en direction de la prévision en 1965. Cette même année, la direction du Trésor récupère un grand nombre d'attributions de la direction des finances extérieures (décret du 1er juin 1965). L'expansion de ses activités reste étroitement liée à celle des missions de la direction du budget, s'agissant de la préparation, du contrôle et de l'exécution des opérations financières et de trésorerie. En matière budgétaire, la distinction ministère de l'économie / ministère du budget (de 1978 à 1981, puis de nouveau à partir de 1994) provoque la séparation de la direction du Trésor des comptes du Trésor et des administrations financières. Collectant et distribuant les fonds, pilote de la mission de contrôle des activités financières (décret du 24 juillet 1984, décret du 19 mai 2004), la direction du Trésor joue également un rôle de premier plan dans la réforme du secteur bancaire. Elle soutient, sous sa tutelle directe, le développement du secteur parapublic correspondant et participe au développement du marché financier. Enfin, une nouvelle sous-direction est créée avec le transfert des attributions de la direction des assurances (décret du 8 février 1991). Le mouvement de privatisation d'entreprises industrielles et de banques commencé en 1986 rétrécit le périmètre d'intervention de la DT et aboutit à la transformation de la sous-direction qui était chargée de la gestion des actifs de l'État dans les entreprises publiques en un service à compétence nationale rattaché au directeur du Trésor, l'Agence des participations de l'État (décret du 9 septembre 2004 et arrêté du 11 octobre 2004). Enfin, la mission historique de gestion de la dette publique est confiée à un autre service à compétence nationale également rattaché au directeur du Trésor, l'Agence de la dette, dite Agence France Trésor (arrêté du 8 février 2001). En 2004 (décret n° 2004-1203 du 15 novembre 2004), la direction du Trésor est absorbée par la direction générale du Trésor et de la politique économique (DGTPE).

### **Évaluation, tris et éliminations**

Élimination des doublons.

### **Mode de classement**

Ces archives ont été classées de manière thématique.

### **Présentation du contenu**

Ces dossiers concernent l'organisation et le fonctionnement des banques populaires françaises et ont été constitués dans le cadre des activités de suivi des établissements de crédit assurées par la direction du Trésor.

On y trouve des documents relatifs aux aides allouées par l'État dans les domaines de l'hôtellerie et de l'agriculture, mais aussi des rapports sur l'application de la réglementation, les résultats obtenus par les agences bancaires et les réorganisations administratives envisagées.

**B-0000884/1 – B-0000908/1**

Banques populaires.

1916-1964

**B-0000884/1 – B-0000885/1, B-0000887/2 – B-0000892/1, B-0000895/1 – B-0000895/2, B-0000907/1**

Organisation et fonctionnement.

1929-1962

**B-0000884/1**

Rapport de l'inspection générale des finances (1929) ; emprunts (1930-1936) ; réorganisation (1932-1934) : correspondance.

1929-1936

**B-0000885/1**

Rapport au ministre (1929-1930) ; critiques formulées par le service de l'inspection générale des finances et mesures de réorganisation (1931) ; rapport du commissaire du gouvernement (1931-1935) ; tournées effectuées pour les contrôles (1929-1939) : note, correspondance.

1929-1939

**B-0000887/2**

Congrès du crédit populaire et assemblées générales (1932-1934 ; 1937 ; 1942 ; 1943 ; 1947) : rapport.

1932-1947

**B-0000888/1**

Rapport d'inspection de la chambre syndicale (1932-1945) ; liquidation de la banque d'Alsace et de Lorraine (1933-1944) : correspondance , tableau ; rapport de l'Inspection des finances concernant la vérification de certaines banques (1940-1944).

1932-1945

**B-0000889/1 - B-0000890/1**

Appréciations sur les résultats obtenus, classement alphabétique par ville : correspondance.

1929-1936

**B-0000889/1**

Lettres A à M.

1929-1936

**B-0000890/1**

Lettres N à V.

1930-1935

**B-0000890/2**

Campagne du journal "Le Jour" contre la banque populaire de Strasbourg : correspondance.

1937

**B-0000890/3**

Vérification de l'enregistrement : correspondance, tableau.

1940-1944

**B-0000891/1, B-0000892/1**

Ouvertures et transformation de guichets : correspondance.

1941-1962

**B-0000891/1**

1941-1942, 1951-1956

**B-0000892/1**

1957-1962

<b>B-0000891/2</b>	Implantation du siège de chaque banque populaire : liste alphabétique.	1955
<b>B-0000895/1</b>	État des prêts consentis au titre du crédit artisanal (loi de 1923) : correspondance.	1933-1940
<b>B-0000895/2</b>	États semestriels des remboursements : tableaux.	1938-1940
<b>B-0000907/1</b>	Caisse centrale du crédit coopératif : rapports (1938-1947) ; statut des sociétés coopératives artisanales (1943-1950) : correspondance, tableau.	1938-1950
<b>B-0000886/1 – B-0000887/1, B-0000893/1 – B-0000894/3, B-0000908/1</b>	Aide au commerce, à l'artisanat et à l'agriculture.	1916-1964
<b>B-0000886/1 – B-0000887/1</b>	Crédit artisanal (loi du 21 mars 1941).	1942-1955
<b>B-0000886/1</b>	Application de la loi : rapports classés alphabétiquement par ville (de A à L).	1942-1955
<b>B-0000887/1</b>	Application de la loi : rapports classés alphabétiquement par ville (de M à V) (1942-1955) ; dépôt de déclaration de souscription et de versement établi au nom de la Banque régionale d'escompte et de dépôt (BRED) (1943) : statuts.	1942-1955
<b>B-0000893/1</b>	Amortissement des avances attribuées aux banques populaires (1928-1944) ; avances de l'État à diverses institutions du crédit social (1928-1937) ; demandes de prêts (1938-1939) ; organisation du crédit à moyen et long terme (1938-1941) ; comité d'attribution des prêts à moyen terme (1938-1942) : correspondance, tableaux.	1928-1944
<b>B-0000894/1</b>	Assises nationales du commerce : correspondance.	1964
<b>B-0000894/2</b>	Situation comptable et financière (1941-1942 ; 1948-1949) : rapports, correspondance.	1941-1949
<b>B-0000894/3</b>	Projets de budget (1931-1939 ; 1942) : correspondance.	1931-1942
<b>B-0000908/1</b>	Afrique du Nord : Algérie (1916-1945) ; Tunisie (1933-1936) ; Maroc (1935-1942) : correspondance, tableau.	1916-1942
<b>B-0000896/1 – B-0000897/2</b>	Crédit national hôtelier (devenu Caisse centrale de crédit hôtelier, commercial et industriel en 1938).	

	1925-1955
<b>B-0000896/1</b>	
Réunions : procès-verbaux et rapports (1925-1939 : 1955) ; nomination de membres du comité consultatif : correspondance, tableaux.	
	1925-1955
<b>B-0000896/2</b>	
Généralités : correspondance.	
	1928-1943
<b>B-0000896/3</b>	
Aide à l'industrie hôtelière.	
	1932-1943
<b>B-0000897/1</b>	
Crédit thermal (1930-1936) ; crédit maritime (1939-1942) ; prêt d'équipement à l'hôtellerie de tourisme (1943-1950) : correspondance.	
	1930-1950
<b>B-0000897/2</b>	
Réunions du conseil d'administration (1935-1943) ; propositions du comité d'administration (1942-1943) ; avis du comité d'attribution des prêts (1939-1943) ; contrôle des experts (1942-1943) : correspondance, procès-verbal.	
	1935-1943
<b>B-0000898/1 – B-0000906/2</b>	
Crédit agricole.	
	1923-1956
<b>B-0000898/1</b>	
Compte administratif de la Caisse nationale du crédit agricole (CNCA) : correspondance, tableaux.	
	1936-1943
<b>B-0000898/2</b>	
Crédit à l'agriculture : notes.	
	1926-1956
<b>B-0000898/3</b>	
Assurances mutuelles agricoles concernant les calamités : notes, correspondance.	
	1924-1945
<b>B-0000898/4</b>	
Décret du 4 avril 1929 portant modifications : notes, correspondance.	
	1923-1933
<b>B-0000899/1</b>	
Séances de la commission des offices concernant la CNCA(1934-1935) : rapport ARDANT, correspondance.	
	1934-1935
<b>B-0000899/2</b>	
Questions fiscales : correspondance.	
	1930-1942
<b>B-0000900/1 - B-0000901/1</b>	
Vérification de la CNCA : rapports de l'inspection générale des finances.	
	1929-1941
<b>B-0000900/1</b>	
1929-1937	
<b>B-0000901/1</b>	
1938-1939, 1941	



**B-0000902/1 – B-0000902/2**

Marché du blé.

1929-1942

**B-0000902/1**

Situations fournies par l'administration des contributions indirects (1933-1937) ; situations fournies par l'agent comptable du service des céréales (1935-1938) ; taxes affectées aux ressources par le service des emprunts : correspondance, tableau (1935-1936).

1933-1938

**B-0000902/2**

Organisation (1929-1942) ; prêts à moyen et long terme concernant le financement des opérations agricoles (1930-1940) ; relevé des opérations de l'agence comptable (1938-1939) : correspondance.

1929-1942

**B-0000903/1**

Statut juridique de la coopérative agricole : correspondance.

1932-1945

**B-0000903/2**

Aide et prêt aux coopératives : sériciculture (1931-1932) ; société coopérative laitière (1932-1936) ; marché de la viande et du lait (1935-1936) ; viticulture (1935-1937) ; coopérative du Barséquanais (1936) ; coopérative de distillation de Madiran (1936) ; les producteurs réunis (1938) ; fleurs à parfum (1936-1939) : correspondance.

1931-1939

**B-0000904/1**

Avances consenties par le Trésor en vue de la reprise de l'activité agricole : correspondance.

1940-1945

**B-0000904/2**

Avances consenties en vue de la reprise de l'activité agricole (classement par département) : états des prêts consentis, correspondance, tableau.

1940-1949

**B-0000905/1**

Dépôt de fonds du Trésor (1928-1945) ; création du crédit colonial (1935) : correspondance.

1928-1945

**B-0000905/2**

Taux d'intérêt des prêts et des avances. - A court terme (1926-1937) ; à long terme (1927-1937) ; à moyen terme (1929-1941) ; dépôts reçus par les caisses nationales et régionales du crédit agricole (1939-1941) ; fixation (1944) : correspondance.

1926-1944

**B-0000906/1**

Intervention de l'État pour la reconstitution des opérations agricoles détruites pendant la guerre (1942-1947) ; prêts à la reconstruction des exploitations agricoles à la suite des faits de guerre (1941-1950) : correspondance.

1941-1950

**B-0000906/2**

Prêts pour l'établissement des jeunes ménages ruraux : correspondance.

1938-1948